



Lors des HMI du mardi 10 mai, SOLIDAIRES, la CGT et FO ont présenté des modalités d'action en cette période de mai où la DGFIP est sous les feux de l'actualité et fortement sollicitée par les contribuables.

Suite aux débats, l'intersyndicale appelle tous les agents, tous services et sites confondus car **TOUS CONCERNÉS**, à agir dans l'unité pour exiger :

- L'arrêt des suppressions d'emplois, à commencer par celles annoncées pour le 1/9/2016,
- De meilleures conditions de travail et de rémunération,
- Un service public fiscal, comptable et foncier de proximité,
- l'arrêt des restructurations, fusions et suppressions de services.

En conséquence, les agents présents ont décidé :

- de débrayer mardi 17 mai de 8h30 à 9h30 (débadgeage),
- de se rassembler devant les Centres des Finances publiques,
- de distribuer des tracts au public,
- de faire signer une pétition intersyndicale aux nombreux contribuables venant en réception,
- de décider ensemble pendant le débrayage des suites à donner à cette mobilisation.

Cette action menée pendant la campagne de dépôt des déclarations de revenus est une formidable occasion pour les agents de tous les services d'exprimer leur mécontentement, leurs revendications et surtout de le faire savoir.

Ce n'est pas l'action des SIP, mais bien de tous les services !

La presse locale sera invitée à couvrir les actions sur chaque site.



COMMUNIQUÉ

« Le 49-3 est une brutalité, le 49-3 est un déni de démocratie, le 49-3 est une manière de freiner ou d'empêcher le débat parlementaire », « Tout ce qui concourra à l'affermissement des pouvoirs du Parlement aura notre agrément » - François Hollande, avant d'être Président de la République.

En mai 2008, lors de l'examen du projet de réforme des institutions, la gauche avait plaidé pour sa suppression totale. L'amendement en question avait été déposé par dix députés socialistes dont un certain ... Manuel Valls.

Aujourd'hui:

Le gouvernement mobilise l'arsenal anti-démocratique de la 5^e République pour faire passer au forceps ses projets rejetés par la majorité de la population (c'est la 4^e fois qu'il utilise l'article 49-ter qui musèle le Parlement).

- Loi « travail » (il faudrait plutôt l'appeler loi « capital ») imposée contre la masse des travailleurs et des jeunes qui manifestent et font grève pour le retrait du projet, soutenus par plus de 70 % de la population selon les sondages, elle pulvérise le Code du travail et les garanties collectives, avec le CPA qui individualise tous les droits, y compris ceux des fonctionnaires ;

- PPCR imposé contre la majorité des organisations syndicales représentatives de la Fonction publique. Il impose la mobilité forcée fonctionnelle et géographique des fonctionnaires pour appliquer la réforme territoriale, qui porte atteinte au Statut général de la Fonction publique et aux statuts particuliers et qui remet en cause tous les services publics ;

Ces lois et mesures anti-sociales sont imposées par des moyens tyranniques.

C'est intolérable !

Public-privé, tous ensemble, nous pouvons les faire reculer.

Tenons nous prêts

**Retrait du projet El Khomri et du CPA
Retrait du protocole PPCR
Arrêt des suppressions d'emplois et des restructurations à la DGFIP**